

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la région Grand Est

Contrôleur pluri-filières

Service Régional de l'Economie Agricole et de l'Agroalimentaire - Pôle FranceAgriMer
4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

N° appel à candidature : 23539	Catégorie : B
Cotation parcours professionnel : SO	Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs ou techniciens supérieurs

Filière d'emploi : 3 - Contrôle	
Poste susceptible d'être vacant	Localisation : Châlons en Champagne (51000)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère en charge de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Le Service Régional d'Economie Agricole et d'Agroalimentaire (SREAA) assure une fonction de pilotage, d'animation et d'appui à la mise en œuvre au niveau régional des politiques publiques agricoles et agroalimentaires européennes et nationales. Composé d'une cinquantaine d'agents répartis sur 3 sites, le service s'organise en 4 pôles par domaine de compétences :

- pôle « performance environnementale et valorisation des territoires » (Châlons-en-Champagne) ;
- pôle « FranceAgriMer » (Châlons-en-Champagne avec des unités à Metz et Strasbourg) ;
- pôle « compétitivité des entreprises » (Metz) ;
- pôle « suivi des programmations » (Strasbourg) ;

Seul pôle du SREAA réparti sur les 3 sites de la DRAAF, le pôle FranceAgriMer se compose d'environ 25 agents issus de FranceAgriMer et du Ministère en charge de l'agriculture.

Fort de cette double origine et de cette richesse de compétences, le pôle regroupe l'ensemble des missions de suivi, d'animation et de mise en œuvre des dispositifs de soutien aux filières. Compétent à la fois sur le secteur agricole et agroalimentaire, il privilégie une approche transversale des filières, de l'amont à l'aval.

Pour assurer la proximité avec les partenaires professionnels et les porteurs de projets, le pôle s'articule autour de 4 unités spécialisées :

- unité « grandes cultures » à Châlons en champagne ;
- unité « investissement vitivinicole » ; à Châlons en champagne et à Strasbourg ;
- unité « productions viticoles et certification houblon » à Strasbourg ;
- unité « contrôle » à Châlons, Metz et Strasbourg.

Objectifs du poste

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'unité, le contrôleur pluri-filières assure les contrôles en entreprises et/ou en exploitations de type physique et documentaire conformément aux réglementations nationales ou communautaires. Les contrôles portent sur l'ensemble des filières agricoles, principalement viticulture, grandes cultures, PCM.

Missions et activités principales :

Les missions du contrôleur de l'unité sont notamment :

- préparer (phase administrative), réaliser les contrôles sur place ou à distance et rédiger les rapports de contrôle,
- mettre à jour le logiciel suivi des contrôles,
- contribuer à la supervision de dossiers de contrôle,
- en cas de besoin, participer à la gestion administrative de dossiers d'aides.

Les contrôles sont réalisés dans l'ensemble des filières agricoles du Grand-Est (aides aux investissements vitivinicoles, filière céréale, filière élevage et autres filières).

Les missions sont susceptibles d'évoluer selon les besoins du service ou de l'établissement ou de l'établissement.

Des déplacements réguliers liés aux contrôles sur place sont à prévoir sur l'ensemble de la région Grand-Est et des appuis ponctuels à d'autres régions notamment en Bourgogne Franche-Comté, pouvant impliquer des découchés.

Relations fonctionnelles du poste :

- interne : agents de la DRAAF, agents du siège de FranceAgriMer.
- externe : entreprises et bénéficiaires des différents dispositifs, autres services administratifs, organismes professionnels agricoles, corps de contrôle externe.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances		Savoir-faire / Maîtrise	
• Connaissance des politiques agricoles et des filières agricoles ; • Connaissances techniques et agronomiques en productions animales et végétales ; • Maîtrise des réglementations communautaires et nationales applicables ; • Maîtrise des principes de comptabilité générale (entreprises et exploitations) et de la comptabilité matières ; • Connaissance du contexte organisme payeur.		• Autonomie, adaptabilité et réactivité ; • Sens de l'organisation, capacité d'analyse et de synthèse ; • Maîtrise des procédures et des applicatifs métiers et des outils de contrôle ; • Maîtrise des outils bureautiques ; • Rigueur et méthode ; • Capacité à rechercher l'information et la documentation pertinente, à la partager et la transmettre ; • Capacités rédactionnelles ; • Aptitude au travail en équipe et à rendre compte.	
Diplôme – Expérience professionnelle Minimum baccalauréat validé pour les candidats contractuels			
Contraintes du poste : Déplacements liés aux contrôles sur place			
Poste clé¹ :	Oui	Non	X
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non	X
Poste à privilèges³ :	Oui	Non	X
Personnes à contacter Fabrice GUICHON, chef du service Régionale d'Economie Agricole et Agroalimentaire 03.26.66.20.11 - fabrice.guichon@agriculture.gouv.fr Vincent GUEUTIER – Chef du pôle FranceAgriMer 03.26.66.20.43 - vincent.gueutier@franceagrimer.fr Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement 01.73.30.22.35 - mobilite@franceagrimer.fr			
Conditions de travail <i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.</i>			
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 23/03/2023 Le dossier de candidature doit comporter : - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.			

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.